



Déclaration liminaire de l'UNSA Education au CSA-SD 38 du 16 octobre 2025

**Monsieur le directeur académique,
Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD 38,**

« L'école publique est le ciment de la démocratie. S'il se fissure, c'est toute la société qui se fragilise. » C'est par ces mots que **l'UNSA Éducation** a dévoilé les résultats de la 13^e édition de son baromètre des métiers. Avec 53 209 réponses en 2025, il permet de mesurer les tendances de fond et le bilan est sans appel.

Les personnels aiment leur métier (90 %), mais ils ne sont plus que 73 % à se dire heureux de l'exercer, contre 81 % en 2018. Une baisse qui fait écho à l'alerte sur les conditions de travail qui sont jugées insatisfaisantes par 67 % des répondants.

Elles et ils sont de plus en plus nombreuses et nombreux à souhaiter quitter la profession : 37 % pour un autre métier du secteur public et 25 % vers le secteur privé. Tous ces indicateurs se dégradent depuis plusieurs années. C'est bien le bilan des politiques menées : décrochage du pouvoir d'achat, surcharge de travail, perte de sens et sentiment d'abandon. En effet, 67 % estiment manquer de reconnaissance et de respect.

À peine 6 % des personnels approuvent les orientations actuelles. C'est le rejet d'un cap, d'une méthode et d'une vision politique. Ce résultat est un message clair adressé à nos dirigeants. Ils ne peuvent plus nier la réalité.

Pour **l'UNSA Éducation**, la résignation n'est pas une option. Les priorités des personnels sont connues, elles n'ont pas changé depuis dix ans : pouvoir d'achat, charge de travail, perspectives de carrière et nos collègues attendent des réponses concrètes des politiques.

Malheureusement, le projet de budget 2026 présenté par le Premier ministre confirme le désengagement massif de l'exécutif envers l'Éducation nationale.

La relégation du ministère de l'Éducation au 9^e rang de l'ordre protocolaire n'était pas qu'un symbole : elle préfigurait une école publique devenue grande cause de relégation nationale.

Sous couvert de baisse démographique, le gouvernement s'autorise à supprimer massivement des postes dans l'Éducation nationale. Un prétexte court-termiste, alors même que les besoins d'encadrement, de remplacement et d'accompagnement aux élèves en situation de handicap restent considérables et sans réponse.

Derrière le flou entretenu par l'exécutif, le constat est clair : la part de la dépense publique dans le PIB recule, la dépense intérieure d'éducation régresse et l'État se détourne de ses

missions fondamentales, préférant poursuivre une politique d'aides fiscales et de réduction des impôts pour les entreprises, sans bénéfice tangible pour le pays.

Pour **l'UNSA Éducation**, ce budget évince le choix de l'avenir : aucune amélioration de l'encadrement des élèves, aucun renfort du remplacement, aucune avancée pour les AESH ou la prise en compte du handicap et aucune revalorisation salariale, alors que la valeur du point d'indice reste gelée.

Les défis majeurs, fonctionnarisation des AESH, renouvellement de plus de 300 000 agents dans les dix ans à venir, sont purement ignorés.

Le budget 2026 fait de l'Éducation nationale la variable d'ajustement d'un exécutif sans ambition, défendu par un ministre sans poids politique.

Concernant ce CSA SD, nous remercions les services pour la communication des tableaux et la transparence fine sur les chiffres. Toutefois, pour cette instance dont l'intitulé est : « bilan de rentrée second degré », notre attente porte davantage sur un réel bilan que sur des données brutes d'où nos questions diverses.

Serait-il envisageable de nous communiquer en amont de l'instance l'analyse et les conclusions réalisées par vos services et probablement présentées en séance ce jour ?

Pour l'UNSA Education

Sophie Descaux

Gaétan Raffin